

STOCAMINE

Le déstockage relancé sous conditions

Dans son rapport, qui sera rendu public demain, la mission d'information parlementaire recommande le déstockage de la totalité des 41 700 tonnes de déchets stockés en fond de mine à Wittelsheim. Sous réserve des conclusions de l'étude technique de faisabilité, en cours.

C'est demain, en fin de journée, que la mission d'information de l'Assemblée nationale sur Stocamine présentera ses recommandations sur le devenir du site de stockage de Wittelsheim. Ce rapport, réalisé au nom de la commission du développement durable et de l'aménagement du territoire, sera dévoilé par le député LREM du Bas-Rhin Vincent Thiébaud, accompagné de ses collègues haut-rhinois Bruno Fuchs (LREM) et Raphaël Schellenberger (LR, lire nos éditions de ce dimanche).

Les 95 pages de ce document, dont L'Alsace a pu prendre connaissance, constituent une bonne synthèse sur une aventure entamée il y a vingt ans et qui, le 10 septembre 2002, a tourné au gâchis industriel, financier et environnemental. Le rapport établit que, même sans l'incendie, ce jour-là, des déchets entreposés dans le bloc 15, le projet était voué à l'échec, tant il ne tenait pas la route sur le plan économique.

Les auteurs de la mission parlementaire pointent aussi la responsabilité des gouvernements successifs qui,

depuis 2002, ont laissé pourrir la situation, au point d'en arriver aujourd'hui à s'interroger sur la faisabilité du déstockage de l'ensemble. Ainsi, seuls les déchets contenant du mercure, soit un volume d'environ 2300 tonnes, ont été extraits de 2015 à 2017, en application d'une décision de la ministre de l'Environnement d'alors, Ségolène Royal.

Décision au premier trimestre 2019 ?

« Le risque d'incendie était jugé impossible, ce qui fait qu'aucune procédure n'avait été préparée », rappelle le député Bruno Fuchs, l'un des rapporteurs de la mission, pour qui « Stocamine est l'accumulation de toutes les erreurs possibles ».

Après avoir rappelé combien de temps a été perdu dans ce dossier, la mission parlementaire recommande d'abord qu'une décision soit prise sur l'avenir du site de stockage « dans les trois mois suivant la remise de l'étude du BRGM ». Organisme public de géologie, le Bureau de recherches géologiques et minières a, au printemps



Le rapport de la mission parlementaire recommande le déstockage de la totalité des déchets enfouis à Wittelsheim, sous réserve de la faisabilité technique sur laquelle doit se prononcer le BRGM (Bureau de recherches géologiques et minières) au cours de l'automne.

Photo L'Alsace/Thierry Gachon

de stockage. « Si une partie des déchets devait être maintenue au fond, la mission parlementaire souhaite également que soient mises en place des mesures de surveillance du site. Elle recommande de « ne pas procéder immédiatement au remblayage des puits et de conserver les mesures de surveillance de l'envoyage de la mine Amélie et de l'impact sur la nappe phréatique ».

L'Etat doit tenir compte de ses erreurs

Plus globalement, les auteurs de ce rapport parlementaire réclament que l'Etat tienne compte des erreurs commises dans le dossier Stocamine. Ils préconisent ainsi d'engager « une réflexion sur la place de l'expertise technique des services de l'Etat, plus largement que dans le domaine minier », et une clarification du rôle de l'Etat sur les projets pour lesquels il est concerné à plusieurs titres (Etat police, Etat actionnaire). « Ceci afin d'améliorer la gouvernance et la gestion financière du projet », notent les trois députés alsaciens.

Ils souhaitent aussi que soit favorisée « une mutation de la culture de l'Etat plus favorable à la reconnaissance de la faillibilité de l'Etat, dans une logique de droit à l'erreur ». L'Etat, toujours lui, est incité à « faire évoluer le rôle de ses services, dans les projets ayant un impact environnemental, d'une logique de contrôle ex-ante à un contrôle ex-post, afin de s'assurer de la mise en œuvre effective du cadre législatif et réglementaire ». Enfin, il est recommandé que s'engage « une réflexion sur la gouvernance, le suivi de dossiers sensibles et la continuité de la décision publique, afin d'éviter les situations de non-décision, comme cela a été le cas pour Stocamine ».

Laurent BODIN

Et maintenant ?

Si la mission d'information parlementaire préconise, sous réserve du rapport du BRGM, le déstockage total des déchets enfouis à Wittelsheim, la mise en œuvre d'une telle option n'est pas pour demain. La prochaine étape sera donc la publication de l'étude de l'organisme national minier. Selon la lettre de mission de Nicolas Hulot, alors ministre de la Transition écologique et solidaire, le BRGM a été chargé de mener cette étude de faisabilité en sollicitant des experts internationaux. Si le rapport venait à conclure que le déstockage est trop risqué, tant pour le personnel que pour l'environnement, l'affaire serait entendue et les travaux préparatoires à l'enfouissement pourraient reprendre. Si la faisabilité était établie, il resterait encore de nombreuses questions à résoudre : en premier lieu, celle du financement, mais aussi celles du restockage des déchets et de l'entreprise susceptible de mener ce chantier colossal. Rien n'est donc gagné pour les partisans d'un déstockage total.

dernier, été chargé par le ministre de la Transition écologique et solidaire, à l'époque Nicolas Hulot, de mener une étude de faisabilité du déstockage. Sauf conclusion négative du BRGM, les membres de la mission d'information préconisent de déstocker l'ensemble des déchets, « à l'exception du bloc 15 », et qu'une décision définitive soit prise, au plus tard, au premier trimestre 2019. Cette préconisation est conditionnée à l'évaluation du risque global, « à la lumière de l'expérience tirée du déstockage partiel (2014-2017) et de l'étude du BRGM ». Les parlementaires ajoutent une autre condition à ce déstockage total : « l'existence d'une solution de restockage des déchets

offrant de meilleures garanties de stockage que le site de Stocamine ».

Examiner la situation du bloc 15

Parmi les neuf recommandations du rapport, les députés demandent aussi que soit conduite « une analyse précise du bloc 15, afin de connaître notamment la nature et la quantité de déchets qui y sont entreposés, ainsi que le volume de sels contaminés dans le bloc ».

« Si cette étude révèle l'absence d'une quantité de déchets pouvant avoir un impact significatif sur la nappe phréatique d'Alsace », il est préconisé de « préparer la mise en place du confinement du bloc 15 ». « Ce bloc

15 est un véritable mystère. Impossible de savoir ce qu'il y a dedans. Il y a une véritable chape de plomb sur ce sujet », analyse, en aparté, Bruno Fuchs.

Dans leur rapport, les trois députés alsaciens recommandent également de « prévoir la possibilité de mise en œuvre du confinement des déchets si, au cours du déstockage, il apparaît que ce dernier ne pourra être mené à son terme ». « Cette recommandation, qui implique de surveiller l'évolution géologique du stockage au cours des opérations, vise à éviter que des déchets demeurent au fond de la mine, sans pour autant avoir mis en place les barrières de confinement nécessaires à l'imperméabilité du site

VENTES FLASH

VENTES À TARIF PRÉFÉRENTIEL RÉSERVÉES AUX LECTEURS L'ALSACE

PROLONGATION
PLACES LIMITÉES

L'ALSACE Créateur d'Avantages

DERNIER JOUR!

LE PARADIS DES SOURCES
MUSIC-HALL

SOULTZMATT

sur une sélection de 9 dates



Spectacle

À partir de 17,90 € au lieu de 36,90 €

Menu "Glamour" Repas + Spectacle + 1 cocktail

À partir de 49,90 € au lieu de 98,90 €

RENDEZ-VOUS SUR NOTRE BOUTIQUE EN LIGNE

boutique.lalsace-dna.fr RUBRIQUE "BILLETTERIE"



OBERNAI

Le bio confirme son enracinement



La lune de miel se poursuit entre BiObernai et des consommateurs toujours plus en quête de produits sains. Photos DNA/Jean-Paul Kaiser

Pendant trois jours, BiObernai a fait verdoyer la cité du piémont. Plus de 250 exposants présentaient leurs productions, créations artisanales ou solutions à vocation écologique – pour la maison notamment. Des stands qui, à 70 %, étaient tenus par des locaux.

Hier soir, les sourires s'affichaient derrière la majorité des stands : bonnes ventes et nombreuses prises de contact ont souvent été au rendez-vous, avec des nuances selon le secteur d'activité. Les conférences ont, quant à elles, été bien suivies. Et les transats du jardin zen ont accueilli beaucoup de monde pour lézarder.

Au final, la fréquentation globale a été un peu plus faible qu'en 2017 (1000 entrées de

moins). Mais le bilan reste positif, selon Maurice Meyer, directeur et fondateur de l'événement, qui en a profité pour tirer un coup de chapeau aux 250 bénévoles mobilisés. « C'est un bon cru. Ce qui me fait dire que l'an dernier était un cru exceptionnel ; et qu'au final, la météo ne joue pas sur un événement comme le nôtre. » Des averse avaient en effet ponctué la précédente édition. « Il nous a fallu onze ans pour passer la barre des 20 000. On est maintenant à notre niveau de visitorat », conclut-il.

BiObernai confirme son statut de rendez-vous essentiel du bio à l'échelle de l'est de la France. Ça tombe bien : « Où est l'essentiel ? » sera le thème du salon en 2019.